Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Le-socialisme-est-ce-le-service,1283

36eme congrès du PCF en 2013

Le socialisme, est-ce le service public généralisé ?

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : dimanche 27 janvier 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Intervention dans le débat général de la première séance de la conférence de section de Vénissieux pour le 36eme congrès du PCF.

Pierre-Alain Millet
Cellule Bourdarias
Section de Vénissieux

Oui, nous héritons de l'histoire communiste des repères utiles !

Tout se bouscule et l'exemple du Mali montre que sur une question aussi essentielle que la guerre ou la paix, le parti peut être hésitant, divisé, en tout cas incompris et même inaudible... La première leçon de la préparation de ce 36eme congrès, c'est que le texte « allumez les étoiles » ne redonne pas les repères qui permettraient aux militants de se faire entendre sur leur lieu de travail ou de vie.

Et cela ne concerne pas que le Mali ! Face à la fermeture de Florange, Pierre Laurent a longtemps refusé de parler de nationalisation, c'est après la décision du gouvernement de refuser la nationalisation que Mondebourg agitait dans les médias que le parti a sorti un tract national parlant enfin de nationalisation. Mais personne ne sait si le PCF est pour ou contre les nationalisations des grandes groupes industriels. Résultat, les salariés entendent parler au mieux du coût d'une nationalisation temporaire et la question fondamentale de l'appropriation par les travailleurs est passée sous silence, alors que le mouvement social lui-même avait mis la question sur la table.

Il faut bien sûr comprendre pourquoi le PCF est dans cette situation. Le congrès est un moment pour faire un bilan et décider ce qu'on doit changer, notamment en terme de direction. Mais il faut aussi prendre du recul pour retrouver confiance dans notre rôle historique malgré le rapport de force évidemment défavorable et la faiblesse du parti lui-même.

Le délégué CFDT de Florange qui avait le premier parler de nationalisation disait dans ses voeux « ce n'est pas une lutte corporatiste, on en se bat pas que pour nous, mais pour le pays, pour affronter la finance ». Si le parti lui montrait que derrière la finance se cache le capitalisme lui même, qu'il a raison de mener avec détermination la lutte des classes et que sa seule issue positive pour les travailleurs, c'est la construction du socialisme, alors ce délégué CFDT serait pour nous un allié objectif ! Et le Front de Gauche ne lui serait pas utile...

La difficulté donc c'est que tout se bouscule, tout semble se perdre ou se transformer, mais comme on dit, le monde change pour que rien ne change. Et ce que le délégué de Florange montre avec éclat, c'est que ce sont les luttes de classe qui font l'histoire, même si elles sont difficiles, même marquées par des défaites. Si nous avons perdu des repères, ce n'est pas que ces repères ne sont pas utiles, ou dépassés, mais que nous les avons abandonnés face à un capitalisme qui a gagné des batailles dans tous les domaines, notamment dans la bataille des idées. Mais la capacité du marxisme à comprendre le monde pour le transformer est toujours là. Et si c'est dur de se défendre, les travailleurs n'ont pas le choix, de Veninov à Bosch, s'ils ne se défendent pas, ils sont écrasés et notre peuple en fait l'expérience cruelle. Beaucoup de travailleurs peuvent surmonter une défaite si la lutte s'est inscrite dans une perspective plus large de transformation révolutionnaire. C'est pourquoi l'affirmation d'un parti communiste de combat, marxiste et rassembleur est essentiel au développement même des luttes.

Copyright © Le Vénissian

On n'a pas d'argent...

Par exemple, idée répandue... on n'a pas d'argent... Même le responsable des élus communistes du Grand Lyon reprend cette idée pour justifier l'acceptation du projet d'euro-métropole. Mais si le gouvernement et les patrons justifient l'austérité et les licenciements avec cet argument, nous savons que l'argent n'est rien d'autre que la trace du travail des hommes et des femmes. Toutes les richesses viennent du travail et elles sont énormes. Les Français produisent chaque année plus de 2000 milliards d'euro. Toute la question est de savoir qui possède cet argent et décide de son usage... Par exemple, la production automobile française a baissé en 2012... mais elle se retrouve au niveau de 1997 avec des milliers d'emploi en moins. Pourquoi y-a-t-il aujourd'hui un problème d'argent ? Nous devons répéter qu'au contraire, jamais nous n'avons eu autant d'argent, tout celui de notre travail, nous devons réaffirmer comme l'a dit claude que les usines ont été payées par le produit de notre travail, en premier lieu celui des ouvriers qui ont produit les marchandises dont le capital a tiré son profit, mais aussi tout le travail autour des services, des institutions, des écoles qui ont permis le fonctionnement de ces usines. Nous devons donc affirmer un programme de nationalisation qui ne soit pas un « rachat » aux actionnaires, refuser la soumission au règles européennes et au marché mondial, imposer que nos échanges internationaux soient sous contrôle d'une planification démocratique pour que notre travail soit orienté d'abord vers la réponse aux besoins sociaux.

L'état du monde

De même, pour la situation du monde et l'image d'un occident qui en serait le leader et déciderait de la guerre ou de la paix. André Gerin a décrit ce capitalisme en perte de vitesse, cynique et violent. On ne mesure pas a quel point la lecture du monde de l'après URSS a été une construction idéologique pour nous faire croire à la fin de l'histoire et à la victoire du capitalisme. Le socialisme ne s'est pas suicidé comme le dit un philosophe anticommuniste invité par l'Humanité-Dimanche à parler du communisme pendant le congrès du parti, mais au contraire est plus présent que jamais sur toute la planète. Cuba résiste encore et toujours à l'agression US, réinvente son socialisme et inspire Venezuela, Bolivie, Équateur qui construisent un socialisme à leur manière, et c'est toute l'Amérique Latine qui invente avec l'ALBA une alternative radicale aux institutions capitalistes dominées par les banques comme l'Union Européenne, fondée non sur une monnaie unique mais sur un instrument de compensation entre monnaies nationales, favorable aux coopérations.

La Chine poursuit son développement, les travailleurs chinois conquiert de nouveaux droits de sécurité sociale, de retraite, avec un revenu moyen qui dépasse désormais celui des grecs, dans des luttes de classe intenses que nous connaissons mal entre une bourgeoisie qui s'affirme dans le jeu international, un état porteur de l'histoire du socialisme chinois, et un parti communiste dont le congrès discute avec une franchise surprenante des contradictions générées par ce développement.

Il faudrait parler du Népal, du Vietnam, du développement des relations entre pays du Sud qui cherchent à se libérer de la domination du dollar, de l'indépendance économique du Brésil, de l'Inde, de l'Iran, de l'Afrique du Sud, et des nombreux partis communistes se renforcent et se coordonnent. Dans cette situation, le choix de la direction du PCF de se couper de la plupart de ces partis communistes et de privilégier ses relations avec des partis socialistes de gauche, enferme les communistes dans une lecture occidentale et institutionnelle du monde, ne leur permettant pas de se sentir partie prenante d'un mouvement mondial de renforcement du courant communiste.

Notre projet de société...

Enfin, quel bilan tirer de la campagne des présidentielles et de ses suites pour notre projet de société. Le programme

Copyright © Le Vénissian

l'humain d'abord est un mélange de l'héritage de l'union de la gauche, mêlant les services publics et un état démocratisé aux idées à la mode issues du mouvement altermondialisation sur le développement durable, les circuits courts, l'anti-productivisme... Mais ce programme révèle son ambiguïté dès qu'il faut le concrétiser en lien avec les luttes qui se mènent. Le cas de Florange est symptomatique. Oui ou non les nationalisations sont-elles nécessaires à la « planification écologique » ? Pouvons-nous répondre au défi de l'emploi seulement avec de nombreux emplois de service, artisanaux, à faible productivité, ou faut-il au contraire prendre le pouvoir sur la science et la technique pour s'approprier une productivité permettant une réduction massive du temps de travail, une organisation radicalement démocratisée, autogérée du travail ?

Sur le fonds, nous restons prisonnier d'une conception de la société issue du programme commun, et d'une stratégie électorale de changement politique qui rabaisse en permanence nos objectifs pour les rendre acceptables dans le système existant. C'est Pierre Laurent, muet sur la nationalisation, demandant à François Hollande une aide de l'Europe pour Florange. La dialectique entre réforme et révolutions, changement de politique et changement de société, suppose une perspective réelle de rupture avec le système, de révolution, mais à force de répéter que nous proposons une révolution citoyenne, pacifique, démocratique, pour bien faire comprendre qu'elle n'aura rien à voir avec les convulsions des révolutions réelles, que nous n'avons plus rien à voir avec les communistes qui ont fait des révolutions, nous expliquons que nous ne sommes pas prêt à affronter la violence du capitalisme.

Pour faire court, le socialisme, ce n'est pas le service public généralisé. Quand nous disons qu'il faut un service public national de l'eau, sans porter la nationalisation de Suez et Veolia, nous semons la confusion et l'incertitude. Aucune rupture politique n'est possible sans arracher des parties du capital à la bourgeoisie, sans lui enlever le pouvoir monétaire.

La question fondamentale est bien celle de la propriété des moyens de production et d'échanges, de la lutte pour que les travailleurs deviennent les maîtres des processus économiques, ce qui suppose qu'ils assument un rôle dirigeant dans la société, dans l'intérêt général, loin de tout corporatisme. C'est une bataille qui se gagne dans les luttes aujourd'hui, pour faire grandir la conscience que l'objectif de refuser la destruction d'un site industriel est plus important que celui des indemnités de licenciement, que les travailleurs doivent se mettre en situation de gérer eux-mêmes les entreprises, que les dépenses publiques, donc l'emploi des fonctionnaires, est dépendant de la production de richesses, que l'augmentation massive des salaires suppose un bouleversement des échanges économiques de la France, des restructurations lourdes de nombreux secteurs concernant des millions d'emplois à supprimer, créer, transformer...

De tels bouleversements ne peuvent se dérouler dans une révolution qui serait électorale, même si des élections peuvent être des moments forts. Aucune rupture n'est possible sans une mobilisation massive, consciente, organisée de larges forces du monde du travail, sans des rapports de force à construire capable de résister à toutes les manipulations, provocations, violences, dont l'histoire montre qu'elles vont de la guerre économique aux opérations spéciales de services secrets , et jusqu'aux coups d'états.

Oui, nous proposons un projet révolutionnaire !

Copyright © Le Vénissian